

# CIVILIAN SECURITY, DEMOCRACY, AND HUMAN RIGHTS



## BUREAU CHARGÉ DE SUIVRE ET DE COMBATTRE LA TRAITE DES PERSONNES : APERÇU

Le département d'État des États-Unis est le fer de lance de l'engagement des États-Unis à combattre la traite des personnes dans le monde et il facilite la coordination des efforts transversaux déployés en ce sens par le gouvernement américain. Au sein du département d'État, et sous la houlette d'un ambassadeur itinérant, le bureau chargé de suivre et de combattre la traite des personnes (TIP Office) œuvre en partenariat avec des gouvernements étrangers, des organisations internationales, d'autres agences fédérales, la société civile, le secteur privé et des survivants de la traite des personnes pour élaborer et exécuter des stratégies efficaces visant à lutter contre l'esclavage moderne. Le TIP Office est responsable de la diplomatie bilatérale et multilatérale, de l'aide extérieure ciblée et de la mobilisation du public dans ce domaine.

Le TIP Office a été établi en vertu de la loi Trafficking Victims Protection Act (TVPA), promulguée en 2000 pour protéger les victimes de la traite des personnes. Le Bureau chargé de suivre et de combattre la traite des personnes applique le paradigme des « 3P » – **poursuites** en cas de traite de personnes, **protection** des victimes et **prévention** de cette traite – conformément au Protocole des Nations Unies visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (Protocole de Palerme). Le TIP Office est organisé en quatre sections : Rapports et Affaires politiques, Programmes internationaux, Mobilisation du public et Affaires intergouvernementales ainsi que Gestion des ressources et Planification.

### RAPPORTS ET AFFAIRES POLITIQUES

La principale fonction de la section Rapports et Affaires politiques (RPA) consiste à travailler avec les ambassades des États-Unis pour soulever la question de la traite des personnes auprès des gouvernements étrangers et pour préparer le *Rapport annuel sur la traite des personnes* (TIP). Les responsables du TIP Office ainsi que les diplomates des différentes missions des États-Unis dans le monde s'entretiennent régulièrement avec les responsables de gouvernements étrangers. Ces discussions portent sur les moyens de combattre la traite des personnes et d'encourager des progrès mesurables par le biais de plans d'action nationaux et des recommandations du *Rapport sur la traite des personnes*. Ces recommandations sont conformes aux normes établies par le Protocole de Palerme. Elles sont basées sur la situation spécifique de chaque pays et prescrivent une gamme d'activités telles que la promulgation ou la modification de lois contre la traite des personnes, l'intensification des efforts déployés par les organes d'application de la loi, la mise en œuvre de politiques et de services de protection axés sur les victimes ainsi que la prise de mesures pertinentes pour protéger les victimes.

Le *Rapport sur la traite des personnes* est le principal outil de diplomatie et d'évaluation qui guide l'engagement des États-Unis auprès des gouvernements étrangers en la matière. Il contient également la collection la plus exhaustive au monde des efforts déployés par les gouvernements en vue de lutter contre la traite des personnes, et reflète l'attachement du gouvernement des États-Unis à jouer un rôle de chef de file mondial sur cette question cruciale de droits de l'Homme et d'application de la loi. Dans ce rapport, le département d'État évalue les pays en fonction des actions entreprises par leur gouvernement pour respecter « les normes minimales relatives à l'élimination de la traite des personnes », telles qu'énoncées dans la Section 108 de la TVPA. Depuis 2010, ce rapport inclut également une évaluation, à l'aune des mêmes normes, des efforts déployés par le gouvernement des États-Unis. Depuis 2001, le nombre de pays inclus et classés a plus que doublé, pour atteindre actuellement 187 pays et territoires. À travers le monde, le Rapport sur la traite des personnes a incité l'adoption de lois, de plans d'action nationaux et de politiques et programmes de lutte contre la traite des personnes basés sur les « 3P ».

### LES PROGRAMMES INTERNATIONAUX

Depuis 2001, le bureau chargé de suivre et de combattre la traite des personnes a géré plus de 960 projets de lutte contre la traite des personnes, à hauteur de plus de 300 millions de dollars en aide extérieure. Le TIP Office détermine la priorité de ses programmes sur la base des



tendances et des recommandations figurant dans son rapport annuel et conformément au paradigme des « 3P ». La section des Programmes internationaux (IP) développe tous les ans des stratégies de programmation régionale, supervise un processus concurrentiel d'octroi de subventions, surveille les projets en cours et fournit une aide technique aux bénéficiaires, notamment à des organisations internationales aussi bien que non gouvernementales. La section IP collabore avec d'autres éléments du département d'État et des homologues interagences, et elle forge des partenariats avec d'autres donateurs bilatéraux ou privés pour renforcer la coordination.

#### **Les programmes du TIP Office comprennent les suivants:**

**Programmes bilatéraux et régionaux:** Des projets pluriannuels visant à promouvoir les poursuites judiciaires contre les auteurs responsables de la traite des personnes, la protection des victimes et la prévention de cette infraction.

**Pactes de protection de l'enfance (partenariats CPC):** Des programmes pluriannuels mis en œuvre pour appuyer les partenariats bilatéraux visant à renforcer les efforts locaux de lutte contre la traite des enfants dans des pays particuliers.

**Formation et assistance technique:** Des activités à court terme visant à accroître les capacités du gouvernement et de la société civile en matière de lutte contre la traite des personnes, et une assistance technique qui peut être déployée pour aider les organismes publics à répondre aux besoins les plus pressants.

**Aide d'urgence aux victimes:** Une assistance rapide aux victimes de la traite des personnes, fournie au cas par cas.

**Recherche et innovation:** Des projets à court terme et pluriannuels visant à combler des lacunes au niveau de la recherche et à explorer des méthodes novatrices pour lutter contre le trafic des êtres humains.

### **MOBILISATION DU PUBLIC ET AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES**

La section Mobilisation du public et Affaires intergouvernementales (PEIA) du TIP Office œuvre de concert avec le Congrès, les médias, les ONG et d'autres organisations du gouvernement américain ainsi qu'avec des organisations multilatérales, des entreprises, des universités, des instituts de recherche et des survivants non seulement pour sensibiliser le public à l'esclavage moderne et aux efforts du gouvernement américain en matière de lutte contre la traite, mais aussi pour forger des partenariats visant à renforcer ces activités. Cette section appuie le secrétaire d'État dans son rôle de chef du groupe de travail PITF (President's Interagency Task Force to Monitor and Combat Trafficking in Persons), une entité au niveau du Cabinet créée par la TVPA afin de coordonner les activités de l'ensemble du gouvernement des États-Unis destinées à combattre la traite des personnes. En outre, elle soutient l'U.S. Advisory Council on Human Trafficking, entité composée de survivants de la traite des personnes et chargée de faire des recommandations au PITF sur les politiques fédérales liées à la lutte contre la traite. De même, la section PEIA apporte son concours au TIP Office dans le cadre des relations avec le Congrès ; elle veille notamment à ce que les membres de la législature et leurs personnels soient au courant des actions menées par le département d'État pour lutter contre la traite des personnes. En outre, la section PEIA est en contact avec les médias et mène des campagnes auprès du public dans le but de sensibiliser l'opinion à l'esclavage moderne et de pousser à l'action pour combattre ce fléau.



Au sein de la section PEIA, l'équipe des Affaires multilatérales constitue le point de convergence du TIP Office pour tous les dossiers liés aux Nations unies, à l'Organisation internationale du Travail, à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, au Processus de Bali sur le trafic illicite et la traite d'êtres humains et autres crimes transnationaux qui y sont liés, à l'Organisation des États américains et à d'autres entités multilatérales.

### **GESTION DES RESSOURCES ET PLANIFICATION**

La section Gestion des ressources et planification (RMP) apporte au TIP Office un soutien managérial, y compris au niveau du planning stratégique, de la gestion du rendement, du contrôle des évaluations, de l'élaboration et de l'exécution du budget relatif à l'aide extérieure et des ressources opérationnelles du département d'État ainsi qu'au niveau des services de liaison des ressources humaines, des services généraux, de l'aide aux déplacements et de la gestion des contrats.